

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

TROISIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 271 (PRIVÉ)

Loi concernant la Ville de Repentigny

---

Première lecture .....	
Deuxième lecture .....	
Troisième lecture .....	

---

PRÉSENTÉ PAR

M. YVES BLAIS

---

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 8 2



## **Projet de loi n° 271**

**(PRIVÉ)**

Loi concernant la Ville de Repentigny

ATTENDU que la Ville de Repentigny a intérêt à ce que certains pouvoirs lui soient accordés;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

**1.** L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la Ville de Repentigny:

1° par le remplacement du paragraphe 17° par le suivant:

« 17° Pour réglementer ou prohiber la garde des animaux ou de certaines catégories d'animaux et limiter le nombre de tels animaux qu'une personne peut garder dans ou sur un immeuble; pour exiger du propriétaire ou gardien de tels animaux une licence; pour empêcher ces animaux d'errer dans la ville et en autoriser l'élimination d'une manière sommaire ou la mise à l'enclos public et la vente au profit de la ville ou de toute société ou personne que celle-ci peut désigner; pour obliger le propriétaire ou gardien de tels animaux à enlever les excréments tant sur la propriété publique que privée et pour déterminer la façon d'en disposer; pour l'obliger de se munir en tout temps des instruments nécessaires à cette fin; pour permettre à la ville de conclure des ententes avec toute personne ou organisme autorisant telle personne ou organisme à percevoir le coût des licences d'animaux et à appliquer tout règlement municipal concernant ces derniers. À cette fin, les personnes ou organismes avec lesquels le conseil conclut une entente et leurs employés, le cas échéant, sont réputés être des fonctionnaires municipaux; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 23°1, du suivant:

« 23°2 Pour réglementer l'installation et le fonctionnement des systèmes d'alarme et exiger un permis à cette fin aux conditions fixées par le conseil; pour permettre à la ville de réclamer le remboursement des frais encourus par elle dans les cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement de tels systèmes.

Pour faire des arrangements spéciaux avec les contribuables intéressés afin de relier leur système d'alarme à un tableau central installé dans un édifice municipal et pour autoriser le prélèvement d'une charge appropriée pour bénéficier de ce service; ».

**2.** L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 3° par le suivant:

« 3° Pour permettre, moyennant un permis, réglementer ou prohiber, dans les limites de la municipalité, les jeux de boules, les jeux électroniques, les jeux de billard, pool, trou-madame, quilles, bagatelle, les salles de tir et les arcades de jeux; »;

2° par l'addition, après le paragraphe 23°, des suivants:

« 24° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique;

« 25° Pour réglementer les salons de massage. ».

**3.** L'article 556 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le deuxième alinéa, du suivant:

« Si, dans les dix jours de l'adoption du règlement, tous les propriétaires qui sont habiles à voter sur ce règlement renoncent par écrit et sous leur signature à la procédure d'enregistrement prévue aux articles 370 à 384, la procédure d'enregistrement n'a pas lieu et le règlement est réputé avoir été approuvé par les intéressés, même dans le cas des articles 558 et 559. ».

**4.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.